

Jean-Luc Mélenchon
présente

LA VERSION ABRÉGÉE

L'avenir en commun

LE PROGRAMME POUR
L'UNION POPULAIRE

SEUIL

SOMMAIRE

Introduction de
Jean-Luc Mélenchon.....3

Un programme reconnu
par les experts.....4



01
Pour une nouvelle
République.....5

02
Pour faire face à l'urgence
sociale.....6

03
Pour une économie libérée
de la finance.....7

04
Pour la révolution
fiscale.....8

05
Pour le plein emploi, créer
et partager.....9

06
Pour bien vivre
à tous les âges.....10

07
Pour un logement universel
et durable.....11

08
Pour vivre en bonne santé et
s'adapter aux pandémies.....12

09
Pour une
règle verte.....13

10
Pour une énergie 100 %
renouvelable.....14

11
Pour des transports non
polluants et accessibles.....15

12
Pour bien nourrir tout le
monde.....16

13
Pour une école publique,
laïque et gratuite.....17

14
Pour apaiser et sécuriser
la société.....18

15
Pour une justice au
nom du peuple.....19

16
Pour une bifurcation dans les
arts et la culture.....20

17
Pour l'égalité entre les
femmes et les hommes.....21

18
Pour une société d'égalité
réelle.....22

19
Pour changer de trajectoire
en Europe.....23

20
Pour une France
indépendante au service
de la paix.....24

21
Pour une politique migratoire
humaniste et réaliste.....25

22
Pour explorer les nouvelles
frontières de l'humanité :
espace, mer, numérique.....26



Comment le
programme
est financé.....28

90 % des Français
gagnants avec l'Avenir
en commun.....29

Pour en savoir plus.....30

INTRODUCTION DE JEAN-LUC MELENCHON



Jean-Luc Mélenchon pendant le meeting de Marseille, le 27 mars 2022 sur la plage du Prado

Face aux grands bouleversements du monde, nous ne pouvons plus attendre. Il faut transformer en profondeur la société et construire l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.

Nous sommes prêts à gouverner pour concrétiser la devise de notre République : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

L'Union populaire nous donne une force irrésistible. J'ai confiance : en 2027 votre vie aura changé, pour le meilleur. Un autre monde est possible.

Team Luc Mélenchon

UN PROGRAMME RECONNU PAR LES EXPERTS

GREENPEACE

« Le candidat Mélenchon fait des propositions concrètes et ambitieuses pour transformer notre modèle économique dans un double objectif de justice sociale et de respect de l'Accord de Paris. »

Greenpeace



« L'Union Populaire, au travers de son programme l'Avenir En Commun et de son nouveau livret Santé, confirme son leadership dans ce domaine. »

Laurent Thines, praticien hospitalier en neurochirurgie au CHRU de Besançon, Collectif Inter-Hôpitaux

Le Monde

« Il s'agit sans doute du programme le plus abouti en matière de sécurité. »

Antoine Albertini, Le Monde

CAP
CONVERGENCE . ANIMAUX . POLITIQUE

« Les engagements de Jean-Luc Mélenchon pour les animaux se sont traduits par des actes grâce aux députés insoumis.

On a pu constater une vraie cohérence entre les discours de Mélenchon et le travail de ses parlementaires. »

Melvin Josse, coprésident de Convergence animaux politique (CAP)

01



Marche pour la 6^e République à Paris,
le 20 mars 2022

POUR UNE NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Les institutions de la V^e République sont dangereuses. Le pouvoir solitaire du président écarte le peuple de la décision politique, mais les citoyens ont le pouvoir de refonder nos institutions en écrivant une nouvelle constitution.

PROCESSUS CONSTITUANT

- Convoquer une Assemblée constituante par un référendum (article 11 de la Constitution)
- Faire rédiger la nouvelle Constitution par les citoyens membres de cette Assemblée élus ou tirés au sort
- Soumettre le projet de Constitution à un référendum

SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

- Passer à un régime parlementaire stable avec des députés élus à la proportionnelle
- Créer un Référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour proposer ou supprimer une loi, modifier la Constitution ou révoquer les élus
- Donner le droit de vote à 16 ans
- Rendre le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc

UNE RÉPUBLIQUE LAÏQUE

- Combattre les communautarismes et l'usage politique des religions
- Supprimer les exceptions à la laïcité qui permettent le financement public des religions (Concordat d'Alsace-Moselle, statuts spécifiques en Outre-Mer)

02



© Adèle Stock

POUR FAIRE FACE À L'URGENCE SOCIALE

Détresse alimentaire, logements insalubres ou surpeuplés, privation de soins... Tous les indicateurs confirment la crise sociale de la société française. Plus de 10 millions de Français sont pauvres : nous mettrons fin à cette situation insupportable.

HAUSSE DES SALAIRES

- Porter le SMIC à 1 400 euros net, ce qui augmentera par conséquent l'ensemble de l'échelle des salaires
- Limiter de 1 à 20 l'écart entre le salaire le plus bas et le plus haut dans une même entreprise
- Revaloriser les salaires des fonctionnaires et des métiers du lien majoritairement féminins

ACCÈS À L'ESSENTIEL

- Bloquer les prix des produits de première nécessité, notamment du carburant et de l'énergie
- Rendre gratuites les quantités vitales d'eau, d'électricité et de gaz
- Annuler les hausses du tarif du gaz depuis 2017
- Assurer la gratuité des protections périodiques

ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ

- Créer une garantie d'autonomie au niveau du seuil de pauvreté (1 063 € pour une personne) et lutter contre le non-recours aux droits en simplifiant les démarches
- Plafonner les frais bancaires et garantir l'accès aux services bancaires de base, comme le droit d'ouvrir un compte
- Interdire les coupures d'eau, d'électricité et de gaz

70 milliards d'euros de dividendes et de rachats d'actions en 2021 : les actionnaires se servent, le gouvernement les encourage. Il faut protéger l'économie de la prédation financière et redonner les moyens au pays de produire ce dont il a besoin.



03 POUR UNE ÉCONOMIE LIBÉRÉE DE LA FINANCE

POUR L'ÉCONOMIE RÉELLE

- Interdire les versements de dividendes supérieurs aux bénéfices
- Interdire les licenciements économiques pour les entreprises qui versent des dividendes ou bénéficient d'aides de l'État
- Rendre l'impôt sur les sociétés progressif en fonction des bénéfices et faire payer moins aux entreprises qui investissent et plus à celles qui versent des dividendes

SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE

- Repousser de deux ans le remboursement des prêts garantis par l'État
- Reprendre les dettes asphyxiantes des petites entreprises contractées pendant la crise
- Créer un mécanisme de solidarité entre grandes et petites entreprises dans le paiement des cotisations sociales
- Relocaliser les productions essentielles et stratégiques

DETTE PUBLIQUE

- Exiger que la Banque centrale européenne transforme la part de dette des États qu'elle possède en dettes perpétuelles à taux nul
- Réinstaurer un circuit du Trésor pour que la France ne s'endette plus auprès des marchés financiers



04

POUR LA RÉVOLUTION FISCALE

Notre pays est riche, mais l'argent est capté par quelques-uns au lieu d'être mis au service de l'intérêt général. L'impôt doit être refondé sur des bases claires et justes. Avec la révolution fiscale, chacun contribuera selon ses moyens réels : plus on est riche, plus on contribue. En dessous de 4 000 € par mois, tout le monde paie moins !

UN IMPÔT PROGRESSIF

- Instaurer 14 tranches d'impôt sur le revenu et de contribution sociale généralisée (CSG) pour les rendre vraiment progressifs
- Remplacer l'injuste quotient familial par un crédit d'impôt versé pour chaque enfant
- Supprimer les niches fiscales injustes et polluantes
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité et réinstaurer une « TVA grand luxe » pour financer ces baisses

FAIRE PAYER LES RICHES

- Rétablir et renforcer l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune)
- Instaurer un impôt universel pour que les plus riches ne puissent pas éviter l'impôt en s'exilant à l'étranger
- Augmenter les droits de succession des plus riches et les supprimer en dessous de 120 000 euros par enfant et par parent
- Créer un héritage maximal à 12 millions d'euros pour financer la garantie d'autonomie pour les jeunes

05



POUR LE PLEIN EMPLOI, CRÉER ET PARTAGER

Plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. En investissant massivement dans les secteurs d'avenir, en partageant le travail et en garantissant un emploi aux chômeurs de longue durée, nous retrouverons enfin le plein emploi.

GARANTIR UN EMPLOI STABLE

- Créer une garantie d'emploi : tout chômeur de longue durée aura une proposition d'embauche dans un secteur d'urgence
- Instaurer un quota maximal de contrats précaires dans les entreprises, supprimer les ordonnances Pénicaud et la loi El Khomri
- Lancer des grands chantiers créateurs d'emploi : dépollution des fonds marins, rénovation des réseaux d'eau et des voies ferrées, efficacité énergétique...

PROTÉGER LES TRAVAILLEURS

- Supprimer la réforme de l'assurance chômage de Macron qui diminue les allocations d'une grande partie des chômeurs
- Indemniser les chômeurs dès le premier jour de la fin du contrat
- Renforcer la médecine du travail et restaurer les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

LE TEMPS CHOISI

- Rétablir les 35 heures en renforçant la rémunération des heures supplémentaires
- Passer aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit et remettre en cause le travail du dimanche
- Généraliser une sixième semaine de congés payés pour tous les salariés

06



© Adobe Stock

Les jeunes et les personnes âgées ont été violemment frappés par la crise sanitaire. Les files de jeunes devant l'aide alimentaire et la maltraitance institutionnelle dans les EHPAD sont une honte. Les appels à repousser l'âge de départ à la retraite sont insupportables alors que 25 % des plus pauvres sont déjà morts à 62 ans. Il est temps de garantir la dignité de chacun tout au long de la vie

POUR BIEN VIVRE À TOUS LES ÂGES

ENFANCE ET JEUNESSE

- Assurer la gratuité des crèches publiques et ouvrir 500 000 places en crèche en 5 ans
- Créer une garantie d'autonomie de 1 063 euros par mois pour tous les jeunes détachés du foyer fiscal de leur parent, dès 18 ans et pour les lycéens professionnels
- Instaurer un « emploi spécifique jeune » d'une durée de cinq ans pour éliminer le chômage des jeunes

UNE RETRAITE DIGNE

- Restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour 40 annuités de cotisations
- Augmenter les petites retraites jusqu'au SMIC revalorisé à 1 400 euros pour une carrière complète, et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté (environ 1 100 euros)
- Indexer le montant des retraites sur les salaires

PRISE EN CHARGE DE LA DÉPENDANCE

- Développer un réseau public de maisons de retraite aux tarifs accessibles
- Créer 10 000 places par an en EHPAD publics
- Revaloriser les salaires des personnels des EHPAD et en recruter au moins 240 000 nouveaux



POUR UN LOGEMENT UNIVERSEL ET DURABLE

300 000 personnes sans domicile fixe, quatre millions de mal-logés : voilà le bilan de Macron. Il faut d'urgence stopper l'explosion des loyers et construire suffisamment de logements pour en garantir l'accès à tous.

UN LOGEMENT POUR TOUS

- Interdire les expulsions sans solution de relogement public
- Encadrer les loyers et mettre en place une garantie universelle des loyers
- Construire 200 000 logements publics par an
- Atteindre l'objectif de zéro sans-abri par le doublement des places d'accueil et la simplification des dispositifs
- Réquisitionner les logements vides et les remettre sur le marché

UN MEILLEUR LOGEMENT

- Rendre obligatoire un « permis de louer » dans toute la France (autorisation délivrée par les pouvoirs publics) et lancer un grand plan de rénovation des logements
- Rénover 700 000 logements par an, en commençant par les plus mal isolés
- Lancer un plan d'urgence de prévention et d'éradication des punaises de lit

08



POUR VIVRE EN BONNE SANTÉ ET S'ADAPTER AUX PANDÉMIES

Les états d'urgence se multiplient. Ils restreignent les libertés individuelles et collectives. Ça n'est ni acceptable, ni efficace pour gérer les crises. La priorité doit être au contraire de créer des services publics qui nous protègent face aux crises.

FAIRE FACE AUX PANDÉMIES

- Abroger les lois sur l'état d'urgence sanitaire et le passe sanitaire
- Adopter un plan d'adaptation aux pandémies fondé sur la planification sanitaire et la société du roulement
- Créer un pôle public du médicament qui lutte contre la pénurie de médicaments et relocalise la production

ACCÈS AUX SOINS

- Recruter des soignants, revaloriser leurs revenus et réouvrir des lits dans les hôpitaux
- Réouvrir des services d'urgence, des maternités et des EHPAD publics à moins de trente minutes de chaque Français
- Rembourser à 100 % les soins prescrits par la sécurité sociale en intégrant les mutuelles à l'assurance maladie
- Créer des centres de santé et utiliser tous les leviers disponibles pour lutter contre les déserts médicaux



09

POUR UNE RÈGLE VERTE

Nous consomons chaque année davantage que ce que notre planète peut supporter. Il faut satisfaire nos besoins tout en respectant les limites planétaires. Pour y parvenir, nous devons arrêter de prélever sur la nature plus de ressources que ce qu'elle peut reconstituer : c'est ce que nous appelons la « règle verte ».

CHANGER DE LOGIQUE

- Inscrire dans la Constitution le principe de la « règle verte », selon laquelle on ne prélève pas davantage à la nature que ce qu'elle est en état de reconstituer
- Relever l'objectif de baisse des émissions de la France à 65 % en 2030 (au lieu de 40 % actuellement)

PLANIFIER POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS

- Investir 200 milliards d'euros sur le mandat dans la bifurcation écologique
- Fixer dans chaque secteur les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir
- Obliger les grandes entreprises à définir une trajectoire de baisse de leurs émissions de gaz à effet de serre
- Faire des Outre-mer les avant-postes de la bifurcation écologique : autonomie énergétique et alimentaire

PROTÉGER LES BIENS COMMUNS

- Établir par référendum la liste des biens communs et les intégrer dans le secteur public
- Garantir l'accès à l'eau potable et rénover les canalisations pour éviter les fuites massives, notamment dans les Outre-mer

10



© Adobe Stock

POUR UNE ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE

Le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effet de serre. Le nucléaire n'est pas une solution d'avenir et un accident aurait des conséquences désastreuses. Le passage au 100 % d'énergies renouvelables est un défi technique et humain : les études scientifiques montrent que c'est possible d'ici 2050.

SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES ET DU NUCLÉAIRE

- Arrêter les subventions aux énergies fossiles, y compris à l'étranger
- Planifier la sortie du nucléaire et abandonner les projets de nouvelles centrales
- Soutenir la reconversion des travailleurs des secteurs concernés

INVESTIR DANS LE RENOUVELABLE

- Planifier le passage à 100 % d'énergies renouvelables
- Créer un pôle public de l'énergie
- Investir dans l'efficacité et la sobriété énergétiques



© XDR

11 POUR DES TRANSPORTS NON POLLUANTS ET ACCESSIBLES

Le désinvestissement de l'État, l'ouverture à la concurrence et l'exigence de rentabilité ont détruit les transports publics. Les trains, par exemple, sont trop chers, pas assez nombreux et les petites gares ferment. Il faut relancer en urgence l'investissement dans le ferroviaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et redynamiser les zones rurales.

REPRENDRE LE CONTRÔLE

- Renationaliser les autoroutes et revenir sur les hausses de prix
- Créer un pôle public des transports
- Refuser la mise en concurrence des lignes de transport

RECONSTRUIRE L'OFFRE

- Refuser la suppression des lignes de trains du quotidien et en réouvrir
- Augmenter le nombre de trains et garantir des tarifs accessibles
- Densifier le réseau de transports urbains
- Développer l'usage du vélo

12



© Adobe Stock

POUR BIEN NOURRIR TOUT LE MONDE

Notre alimentation dépend d'une agriculture productiviste qui détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. Nous produisons autrement pour se nourrir tous et mieux.

PLUS D'ALIMENTATION BIOLOGIQUE

- Interdire les pesticides dangereux (glyphosate et néonicotinoïdes) et planifier la réduction des doses d'engrais et de pesticides
- Passer au 100 % biologique et local dans les cantines
- Réorienter les aides de la Politique agricole commune européenne pour favoriser la production écologique

UNE AGRICULTURE PAYSANNE

- Créer 300 000 emplois agricoles
- Interdire les fermes-usines
- Faire une réforme agraire pour faciliter l'accès aux terres agricoles et développer les exploitations à taille humaine

UNE ALIMENTATION RELOCALISÉE ET RÉMUNÉRATRICE

- Interdire l'importation de produits qui ne respectent pas les normes françaises
- Instaurer une taxe sur le nombre de kilomètres parcourus par les marchandises importées, pour favoriser les produits locaux
- Garantir des prix rémunérateurs en fixant des prix planchers pour les agriculteurs



© Taylor Wilcox

13 POUR UNE ÉCOLE PUBLIQUE, LAÏQUE ET GRATUITE

Le quinquennat de Macron a profondément endommagé l'école et l'université. Il faut reconstruire une école de l'égalité et de l'émancipation, former les citoyens de demain et ne laisser personne de côté.

CONTRE LES INÉGALITÉS

- Assurer la gratuité réelle de l'école (cantine, transport, manuels, fournitures) et de l'université
- Restaurer le cadre national du baccalauréat en abrogeant les réformes du lycée, de la voie professionnelle et du collège
- Proposer une garantie d'autonomie à 1 063 euros pour les lycéens professionnels
- Construire 15 000 logements étudiants supplémentaires par an et rénover les logements existants

L'EXCELLENCE POUR TOUS

- Rétablir la durée du bac professionnel à 4 ans et y renforcer les enseignements généraux
- Mieux rémunérer les enseignants en rattrapant le gel du point d'indice et en revalorisant la grille salariale
- Augmenter le nombre de classes et de lycées professionnels et agricoles publics
- Recruter des enseignants pour réduire le nombre d'élèves par classe (19 en moyenne à la fin du mandat)

14



© Adobe Stock

POUR APAISER ET SÉCURISER LA SOCIÉTÉ

La police doit être attachée aux principes de l'État de droit et protéger les libertés. Nous refonderons la police en profondeur et élaborerons une nouvelle stratégie antiterroriste, en misant avant tout sur les moyens humains.

POLICE RÉPUBLICAINE

- Rétablir la police de proximité, démanteler les brigades anticriminalité (BAC), interdire l'usage des flashballs et grenades de désencerclement
- Augmenter les moyens de lutte contre les trafics (drogue, armes, êtres humains, etc.)
- Supprimer l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et la remplacer par une institution indépendante
- Abroger les lois sécuritaires inefficaces
- Légaliser le cannabis et organiser le contrôle de la production et de la vente par l'État

ANTITERRORISME RATIONNEL ET EFFICACE

- Renforcer les moyens humains du renseignement
- Sortir de l'état d'urgence, qui est un échec, et élaborer une nouvelle stratégie
- Renforcer les moyens de PHAROS (prévention du terrorisme sur internet)

15

© Pirel 2013



Une justice maltraitée devient une justice maltraitante. Les délais sont trop longs et le personnel n'a pas les moyens de faire son travail dans de bonnes conditions. L'indépendance de la justice doit également être renforcée.

POUR UNE JUSTICE AU NOM DU PEUPLE

INVESTIR POUR LA JUSTICE

- Recruter des fonctionnaires (magistrats, greffiers...) pour désengorger les tribunaux et raccourcir les délais
- Augmenter le financement par l'État des frais de justice pour les plus modestes
- Doubler les effectifs qui luttent contre les infractions financières
- Réouvrir des tribunaux de proximité
- Garantir l'indépendance de la justice vis-à-vis du Gouvernement

RENDRE LA JUSTICE EFFICACE

- En finir avec la surpopulation dans les prisons. Donner aux personnes privées de liberté des moyens pour se réinsérer et éviter la récidive
- Rénover les prisons

16



Depuis cinq ans, tout a été consacré aux grands groupes des industries culturelles, rien aux créateurs. Tout a été fait pour réduire l'accès à la culture et consolider les privilèges existants. Nous défendons au contraire une politique publique qui replacera les arts et la culture au cœur du progrès humain.

POUR UNE BIFURCATION DANS LES ARTS ET LA CULTURE

PROGRÈS HUMAIN

- Garantir 1 % du PIB pour la culture et les arts
- Étendre la gratuité dans tous les musées
- Créer des emplois culturels de proximité, notamment à destination des jeunes
- Encadrer les tarifs abusifs des lieux privés

DROITS DES TRAVAILLEURS

- Améliorer le régime des intermittents du spectacle pour assurer une meilleure couverture du chômage
- Créer un Centre national des artistes-auteurs qui organisera des élections professionnelles



POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Déclarée « grande cause nationale » par Emmanuel Macron, l'égalité femmes-hommes a été abandonnée. À poste et qualification équivalents, les femmes sont toujours moins payées que les hommes. Plus de 100 femmes meurent chaque année en France sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint. Il est urgent d'agir.

ÉGALITÉ AU TRAVAIL

- Augmenter les sanctions financières et pénales contre les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale
- Lutter contre le temps partiel contraint qui touche 80 % des femmes
- Imposer la parité dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives

GARANTIR LES DROITS

- Renforcer le planning familial
- Ouvrir l'adoption plénière à tous les couples, mariés ou pacsés
- Rendre identique la durée des congés parentaux et les allonger

COMBATTRE LES VIOLENCES

- Voter une loi de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes
- Mettre en œuvre un plan d'un milliard d'euros pour s'attaquer efficacement aux violences faites aux femmes

18



Les droits ne sont pas négociables en République. Ils sont pourtant bafoués par les discriminations de tous types. Les actes racistes et homophobes ont augmenté respectivement de 38 % et 36 % en 2019. Les personnes en situation de handicap font face à des discriminations professionnelles et sont confrontés à des obstacles dans la vie quotidienne. Il est temps de transformer l'égalité de droit en égalité réelle.

POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉGALITÉ RÉELLE

CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- Agir contre toutes les discriminations dans l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, etc.
- Créer un Observatoire des discriminations
- Mettre en place le récépissé de contrôle d'identité par les forces de l'ordre pour lutter contre le contrôle au faciès
- Appliquer un plan d'éradication des violences à l'encontre des personnes LGBTI

POUR L'AUTONOMIE

- Augmenter l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au niveau du SMIC revalorisé, et ne plus prendre en compte les revenus du conjoint dans son calcul
- Titulariser et recruter des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) supplémentaires
- Mettre en place un plan pour éliminer les obstacles au déplacement et à la vie quotidienne

19



© Arthur Roman

Les traités européens nous enferment dans des impasses économiques, écologiques et sociales. Mais l'Union européenne n'est pas une construction figée : elle est fondée sur des rapports de force. Nous utiliserons cette fois tout le poids de la France pour réaliser notre programme.

POUR CHANGER DE TRAJECTOIRE EN EUROPE

Notre règle : en toute hypothèse, nous appliquerons les engagements de notre programme.

PLAN A : PROPOSER AUX ÉTATS ET PEUPLES DE ROMPRE AVEC LES TRAITÉS

- Fin des critères budgétaires absurdes qui imposent l'austérité : chaque État récupère sa souveraineté budgétaire
- Harmonisation sociale et écologique entre les pays membres
- Mise en place d'un protectionnisme écologique et droit de créer des monopoles publics dans des secteurs stratégiques

PLAN B : DÉSOBÉIR POUR APPLIQUER LE PROGRAMME

En même temps, nous désobéirons à toutes les règles qui nous empêcheraient de mettre en place le programme pour lequel nous avons été élus.

- Suspendre la participation (opt-out) de la France à certains programmes européens
- Refuser d'appliquer toute norme européenne moins ambitieuse qu'une norme nationale



© Adobe Stock

La France est une Nation universaliste. Confrontée au retour des guerres, elle doit retrouver une voix indépendante pour promouvoir une politique de paix et de coopération.

20 POUR UNE FRANCE INDÉPENDANTE AU SERVICE DE LA PAIX

RENFORCER LE MULTILATÉRALISME, AGIR POUR LA PAIX

- Réinvestir l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour en finir avec les guerres sur notre continent
- Refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU
- Se retirer du commandement intégré de l'OTAN, puis progressivement de l'organisation

DÉFENSE INDÉPENDANTE ET POPULAIRE

- Stopper les privatisations des industries d'armement et les réintégrer dans le secteur public
- Lancer un plan d'adaptation des infrastructures militaires vulnérables aux conséquences du changement climatique
- Instaurer une conscription citoyenne et créer une garde civile nationale

POUR UNE DIPLOMATIE ALTERMONDIALISTE PROTECTRICE DES BIENS COMMUNS PLANÉTAIRES

- Lever les brevets sur les vaccins et autres moyens médicaux de lutte contre les pandémies
- Défendre la reconnaissance du crime d'écocide
- Porter l'idée de la création d'un traité de non-prolifération des énergies carbonées et d'un tribunal international de justice climatique et environnementale
- Faire des Outre-mer les fers de lance d'une diplomatie écologique altermondialiste, notamment via le renforcement des coopérations régionales

21

POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE HUMAINISTE ET RÉALISTE

Les migrations sont un sujet trop sérieux pour les abandonner aux surenchères extrémistes et xénophobes. Deux priorités : permettre à chacun de vivre chez soi, car émigrer est toujours une souffrance pour celui ou celle qui part, et accueillir dignement.

RÉGLER LES CAUSES DES MIGRATIONS

- S'opposer aux accords commerciaux inégaux qui empêchent le développement de nos partenaires et dont les conséquences affectent le climat et la biodiversité
- Agir pour la paix, respecter l'indépendance des États et la souveraineté des peuples pour que les populations n'aient pas besoin de fuir
- Renforcer l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)

ACCUEILLIR DIGNEMENT

- Prendre en charge les personnes migrantes grâce à des structures d'accueil et d'hébergement en nombre suffisant sur tout le territoire
- Garantir le droit d'asile notamment en prenant le temps d'étudier chaque dossier
- Abroger la loi asile et immigration

22



© JGX

Le meeting immersif de Nantes.

POUR EXPLORER LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'HUMANITÉ : ESPACE, MER, NUMÉRIQUE

Nous devons construire le progrès écologique : la mer, l'espace et le numérique sont nos nouvelles frontières. Ce sont des biens communs de l'humanité, à protéger et explorer. Les dirigeants politiques s'en désintéressent. Pourtant, ce sont d'immenses gisements d'emplois, d'inventions et de progrès écologiques.

PROTÉGER LES MERS ET LES OCÉANS

- Faire de la France le leader mondial de la recherche et de l'éducation dans le secteur maritime
- Soutenir activement les négociations pour un traité d'interdiction des plastiques et d'un traité international de protection des grands fonds
- Défendre la gestion des pôles Arctique et antarctique comme des biens communs de l'humanité
- Relancer et moderniser les ports français



© Adobe Stock

RELANCER LA DÉCOUVERTE DE L'ESPACE

- Proposer un traité international pour la non-appropriation des ressources spatiales et la démilitarisation de l'espace
- Revenir sur la privatisation d'Arianespace et renforcer les moyens du Centre national d'études spatiales
- Interdire les voyages commerciaux dans l'espace, luxe ultra-polluant réservé à une poignée de privilégiés

METTRE LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

- Garantir le droit à un accès minimal gratuit à Internet
- Garantir la couverture de tout le pays en fibre d'ici 2025
- Passer sous contrôle public les infrastructures du numérique et des télécommunications



Jean-Luc Mélenchon face aux experts pendant l'émission de chiffrage du programme.

COMMENT LE PROGRAMME EST FINANCÉ

**250 MILLIARDS
DE DÉPENSES**

**267 MILLIARDS
DE RECETTES**

EN PLUS PAR AN

TROIS POSTES DE DÉPENSES :

- Investir dans la bifurcation écologique et les services publics : 50 milliards d'euros en plus par an
- 1 million d'emplois dans les services publics pour répondre aux besoins des Français : 75 milliards d'euros en plus par an
- Faire circuler la richesse vers les 90 % des Français qui gagnent le moins : 125 milliards d'euros en plus par an

TROIS SOURCES DE RECETTES :

- Rendre l'impôt plus juste : 163 milliards d'euros en plus par an
- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale : 52 milliards d'euros en plus par an
- Recettes supplémentaires grâce aux emplois créés et à la hausse de la consommation populaire : 52 milliards d'euros en plus par an

90 % DES FRANÇAIS GAGNANTS AVEC L'AVENIR EN COMMUN

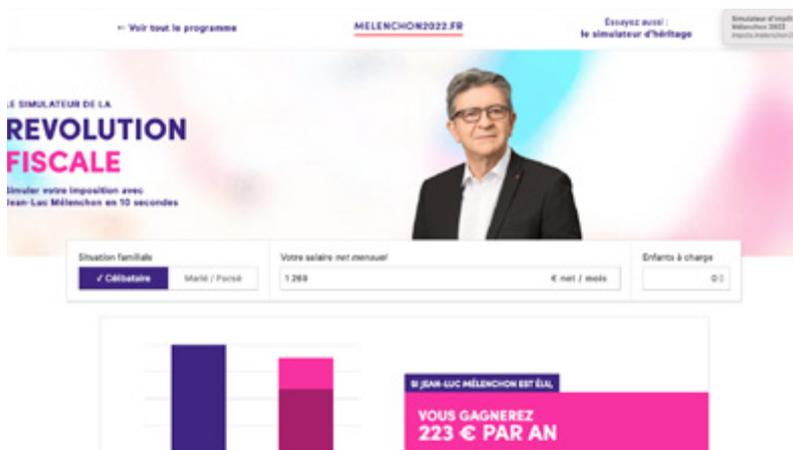


La marche pour la 6^e République.
© Stéphane Burlot

L'INTÉGRALITÉ DES MESURES



LE SIMULATEUR D'IMPÔTS



LA COMPARAISON AVEC LES AUTRES PROGRAMMES



